

Le SOUTH CENTRE, une institution du Sud pour le Sud

Rolande BORRELLY

Le South Centre installé à Genève est une structure de dimension modeste dont l'activité de réflexion, d'études et de conseil est dédiée au renforcement de la coopération Sud-Sud.

Créé en 1995 comme organisme intergouvernemental des pays de la périphérie, cette institution est un produit direct des travaux de la Commission Sud et participe comme elle d'un renouveau de l'esprit d'unité et de solidarité entre pays du Sud que la crise avait mis à mal dès la deuxième moitié des années 70.

La Commission Sud, composée d'hommes et de femmes venant de tous les continents du Sud et siégeant à titre personnel résultait d'une initiative qui avait été prise par Mahathir Bin Mohamad, Premier ministre de Malaisie, après des années de discussions entre intellectuels et dirigeants politiques du Tiers-Monde et qui a été annoncée lors du Sommet du Mouvement des pays non alignés en 1986 à Harare. Placée sous la présidence de J. K. Nyerere, ancien chef d'Etat de la Tanzanie — qui vient de mourir —, cette Commission a travaillé trois années durant pour établir un rapport — publié en français sous le titre « Défis au Sud » — qui établissait diagnostic et programme d'action pour engager les pays de la périphérie sur la voie du développement. Le rapport soulignait le manque d'organisation globale du Sud et l'inefficacité qui en résultait quand il s'agissait de mobiliser sa propre expertise, son expérience ou son pouvoir de négociation. C'est ce qui a inspiré très directement la création du South Centre ; sa structure juridique comme les missions qui lui ont été confiées en témoignent.

Le Centre a été établi à partir d'un accord intergouvernemental signé à ce jour par 46 pays.

Tout pays signataire désigne un représentant à un Conseil des Représentants qui se réunit tous les trois ans. Ce Conseil est chargé de l'orientation du Centre et c'est lui qui désigne le Comité exécutif et approuve la nomination de son président. Le Centre n'a pas vocation à employer lui-même un personnel nombreux. C'est à travers des réseaux divers qu'il doit développer ses activités, en liaison avec d'autres institutions et individus du Sud. Son financement est provisoirement assuré par des contributions des Etats membres, il dépendra ultérieurement d'une Fondation dont le capital est en cours de constitution.

Aux termes de l'accord intergouvernemental qui l'a créé, les objectifs et missions du Centre sont les suivantes :

- Promouvoir une solidarité, une conscience, une connaissance et une compréhension mutuelles entre les pays et entre les peuples du Sud.

- Promouvoir différentes formes de coopération Sud-Sud.

- Contribuer à une collaboration de tous à la promotion des intérêts communs et à une intervention coordonnée des pays dans les forums internationaux où se discutent les questions relatives aux relations Sud-Sud ou Nord-Sud ou tout autre problème d'intérêt général.

- Renforcer la convergence des points de vue et des approches entre pays du Sud sur les questions économiques, politiques, stratégiques qui touchent aux conceptions du développement, de la souveraineté et de la sécurité.

- Contribuer à une meilleure compréhension et une meilleure coopération entre le Nord et le Sud sur la base de l'équité et de la justice et, pour cela, aider à la démocratisation et au renforcement des Nations-Unies.

Concrètement le South Centre travaille à développer un point de vue du Sud sur les grands problèmes de politique, à élaborer des idées et des propositions d'action à l'intention de l'ensemble des gouvernements du Sud, des institutions de la coopération Sud-Sud, des organismes intergouvernementaux du Sud, des organisations non-gouvernementales et de la communauté dans son ensemble. Il doit aussi répondre dans la mesure de ses moyens à des demandes de conseils ou

d'assistance technique présentées par des organisations représentatives du Sud comme le Groupe des 77 et le Mouvement des non-alignés.

Depuis 1995 le Centre a préparé un certain nombre de rapports et d'études de politique générale ou économique, principalement en réponse à des demandes du Groupe des 77 et du Mouvement des non-alignés. Les sujets traités ont été les suivants : l'investissement direct à l'étranger, la réforme des Nations-Unies, les transferts de ressources et les flux financiers, les défis ouverts par l'Uruguay Round et la création de l'OMC, la mise en œuvre de l'Agenda 21 de la CNUCED et la science et la technologie. A plusieurs reprises le Centre a fourni son assistance au Comité d'économistes du Mouvement des non-alignés.

La plupart des travaux du South Centre sont publiés (en anglais) et diffusés par ses soins¹. Les titres des dernières livraisons sont les suivants :

– *Lopsided Rules of North-South Engagement : The African Growth Opportunity Act*, mars 1999.

– *Financing Development, Key Issues for the South*, mars 1999.

– *Elements for an Agenda of the South : Report of the Non Aligned Movement Ad Hoc Panel of Economists*, mars 1999.

– *The WTO Multilateral Trade Agenda and the South*, décembre 1998.

Depuis 1998 le Centre édite une lettre trimestrielle, *South Letter*, qui est à la fois une tribune de discussion et un support d'information sur les travaux du Centre².

Instrument au service du Sud, le Centre est une source précieuse d'information sur les problèmes actuels des pays périphériques, un lieu privilégié par tous ceux qui, au Nord, entendent développer le dialogue et la solidarité entre tous les peuples de la planète.

¹ On peut se les procurer auprès du Centre dont l'adresse est : 17, Chemin-d'Anier, case postale 228, 1211 Genève 19 (Suisse). Certains sont directement accessibles sur le site Internet du Centre :

<http://www.southcentre.org>

² On peut recevoir cette publication par courrier électronique en en faisant la demande à :

[http://southletter@southcentre.org](mailto:southletter@southcentre.org)



Photo : D. BREGNARD *Marche Mondiale, Juin 1998, BIT.*